

Sylvianne Tsivingaina Vololoniaina
 Doctorant en Sciences Sociales Appliquées au
 Développement à l'UCM.

LA CAPACITATION ET SES EFFETS SUR L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES JEUNES RURAUX MALAGASY

Sylvianne TSIVINGAINA VOLOLONIAINA

Résumé

Madagascar est un pays caractérisé par une population jeune, avec une moyenne d'âge de 22,4 ans, et plus de 70% ont moins de 30ans selon le RGPH3⁹⁵ en 2018. Cependant, cette jeunesse est confrontée à plusieurs défis, convergeant avec les difficultés économiques et sociales que rencontre le Pays. Un des symboles de ces défis est la difficulté d'intégration des jeunes en milieu de travail. Plus particulièrement pour les jeunes ruraux, ce fait se manifeste par le sous-emploi caractérisé par un faible revenu, une faible capacité et une instabilité de l'emploi. Le manque de qualification figure parmi les principales causes. Cet article interroge sur les effets de la capacitation des jeunes sur leur insertion socio-professionnelle, dans une perspective d'amélioration de la démarche et des actions menées dans ce domaine. Afin de les démontrer, ont été mis en relief la typologie des jeunes après leur capacitation, ainsi que les capacités qu'ils ont acquises. L'approche par les capacités développée par Amartya SEN et Martha NAUSSBAUM a servi de base d'analyse. La recherche a privilégié une méthodologie mixte mettant en application une approche anthropologique et sociologique, conjuguée avec des analyses statistiques des données récoltées auprès des jeunes formés en tutorat.

Mots-clés : Jeunes ruraux – capacitation – capital humain - insertion professionnelle.

Introduction

L'économie de Madagascar est marquée par un PIB⁹⁶ par habitant de l'ordre de 471,5 USD en 2020, soit un PIB total de l'ordre de 13,06 milliards de USD et une croissance négative de -7,1% ces dernières années (Banque mondiale, 2021). Par ailleurs, sur une échelle de 0 à 1, l'indice de capital humain ou ICH⁹⁷ de Madagascar est de l'ordre de 0,39. Son économie est largement basée sur l'activité de la

95 RGPH3 : Troisième recensement général de la population et de l'habitat à Madagascar en 2018.

96 PIB : Produit intérieur brut.

97 ICH : Cet indice mesure la quantité de capital humain qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer atteindre à 18 ans, compte tenu des risques de mauvaise santé et de mauvaise éducation qui prévalent dans le pays où il vit. Il est conçu pour mettre en évidence la façon dont les améliorations des résultats actuels en matière de santé et d'éducation déterminent la productivité de la prochaine génération de travailleurs, en supposant que les enfants nés aujourd'hui connaîtront au cours des 18 prochaines années les opportunités en matière d'éducation et les risques de santé auxquels ils sont confrontés.

population rurale, particulièrement l’agriculture. Se référant aux résultats du troisième Recensement Général de la Population et de l’Habitation à Madagascar ou RGPH 3, 5.060.888 sur les 6.079.876 ménages malgaches ont déclaré pratiquer les activités agricoles, et 4.468.244 de ces ménages agricoles vivent en milieu rural, soit 73,5% des ménages totaux (INSTAT, 2021).

Cette population rurale agricole est marquée par une proportion importante de jeunes – qui devraient jouer un important rôle dans le développement du Pays. Leur engagement dans l’agriculture est crucial pour la sécurité alimentaire, l’économie rurale et la réduction de la pauvreté. Alors qu’ils constituent une ressource humaine inestimable, ces jeunes sont souvent confrontés à des obstacles tels que le manque de formation et d’opportunités économiques, qui entravent leur capacité à réussir dans l’agriculture. (BEST, & CIEPAC, 2007) (Rasolofonirina & Ratohiarijaona, 2009).

Selon l’enquête sur la transition des jeunes vers la vie active ou ETVA réalisé par le BIT et l’INSTAT en 2015, 76,6% des jeunes de 15 et 29 ans vivent en milieu rural. Toutefois, plus de la moitié (soit 50,5%) n’ont pas franchi la fin de primaire, et moins de 1% de ces jeunes ruraux ont suivi une formation technique et/ou professionnelle. Le manque de qualification pour un métier bien défini est plus que ressenti. Et pourtant, toujours d’après cette enquête, 75,8% des emplois créés et 78,3% des emplois indépendants sont dans l’agriculture. Il va sans dire que la productivité et la qualité des produits agricoles en pâtissent, et par extension le développement du pays. (BIT & INSTAT, 2015)

Dans cet article, sera explorée la question de la capacitation des jeunes ruraux à Madagascar, en examinant les défis auxquels ils sont confrontés et les programmes de formation et d’appui disponibles. Les effets de la capacitation sur leur insertion socio-professionnelle seront par la suite mis en exergue. D’où la question étudiée dans cet article : dans quelle mesure la capacitation des jeunes ruraux les aide à s’insérer dans le monde professionnel ?

Après cette introduction, le prochain paragraphe est dédié aux matériels et méthodes qui offrent des détails sur les jeunes qui ont fait l’objet de cette recherche ainsi que la méthodologie adoptée.

I. Matériels et méthodes

I.1. Les jeunes ruraux formés en tutorat comme population d’étude

La population étudiée est constituée des jeunes ruraux formés auprès des tuteurs d’apprentis ayant reçu ou non d’appui complémentaire, par un Programme du Gouvernement Malagasy sous la tutelle du Ministère en charge de l’Agriculture dénommé FORMAPROD⁹⁸. Ils ont occupé plus de 70% des cibles de ce Programme gouvernemental, grâce à la facilité d’accès et le faible coût de mise en œuvre par rapport aux autres types de formation.

Trois Régions – faisant partie de la zone d’intervention de ce Programme - ont été choisies pour la présente recherche dont Analamanga, Vatovavy et Fitovinany. Ces deux dernières ont été regroupées en une seule durant la première période de mise en œuvre de ce travail de recherche, puis scindée en deux en 2021. Ce choix a été motivé par leur différence tant du point de vue humaine que physique, ce qui permet de disposer d’éléments comparatifs.

La population totale est constituée de 13 499 jeunes formés en tutorat, composée de 9 256 individus venant d’Analamanga et 4 243 venant des Régions Vatovavy et Fitovinany. De cette population a été pris l’échantillon à analyser, selon la méthode de sondage par quota respectant les critères de repré-

98 FORMAPROD : Programme de formation professionnelle et d’amélioration de la productivité agricole, un programme du Gouvernement Malagasy sous la tutelle du Ministère en charge de l’Agriculture et financé par le FIDA de 2013 à 2023. Sa principale mission fut la préparation de nouvelles générations de producteurs, via la formation agricole et rurale. Ce Programme intervient dans quatorze Régions dont : Analamanga, Sofia, Itasy, Vatovavy, Fitovinany, Anôsy, Androy, Ihorombe, Amoron’i Mania, Haute Matsiatra, Atsinanana, Analanjirofo, Menabe et Melaky (FORMAPROD, 2019).

entativité. Cette méthode a maintes fois démontré son efficacité dans le cadre de travaux similaires – surtout pour les études quantitatives ou de sondage d’opinion. Le choix de cette méthode a permis de remplacer un jeune sondé par un autre ayant les mêmes caractéristiques, au cas où il n’est pas disposé lors de l’enquête pour une quelconque raison.

La taille de l’échantillon fût calculée par le biais de la formule suivante :

Taille de l'échantillon =
$$\frac{\frac{z^2 \times p(1-p)}{e^2}}{1 + \left(\frac{z^2 \times p(1-p)}{e^2 N}\right)}$$

N = taille de la population ; *e* = marge d’erreur ; *z* = cote.

Pour avoir au moins ce nombre en termes de réponses complètes reçues pour le sondage, l’enquête a été réalisée auprès de 400 jeunes formés. Parmi eux, 210 jeunes résidant dans la Région Analamanga, et 190 jeunes dans les Régions Vatovavy et Fitovinany. Il est à noter que la proportion de jeunes par Région dans la base de données globales a été prise en compte pour avoir cette répartition. Après apurement des données, 374 observations équivalent au même nombre de jeunes ont été considérées pour l’analyse.

Le tableau suivant résume la description de l’échantillon :

Tableau 1: Caractérisation de l’échantillon de jeunes enquêtés (Source : Auteur, 2022)

variables	Modalités	Effectif	Pourcentage
Sexe	Jeunes femmes	212	57%
	Jeunes hommes	162	43%
Âge au début du processus d’insertion professionnelle	Moins de 18 ans	61	16%
	18 à 25 ans	242	65%
	Plus de 25 ans	71	19%
Situation matrimoniale	Marié	140	37%
	Célibataire	234	63%
Région de résidence	Analamanga	183	49%
	Fitovinany	90	24%
	Vatovavy	101	27%

II.2. Méthodologie adoptée

Une démarche hypothético-déductive a été adoptée, les résultats découlent du test pour réfuter ou confirmer les hypothèses posées. Le présent paragraphe présente l’approche par les capacités – base de l’analyse, puis la démarche de vérification des hypothèses.

II.2.1. Des étapes itératives afin de collecter et recouper les données

La méthodologie mixte a été utilisée en application, une approche anthropologique et sociologique, conjugée avec des analyses statistiques des données récoltées. En adoptant l’approche par triangulation, la vérification d’une quelconque conclusion a nécessité au moins trois sources. Les moyens suivants ont été utilisés suivant des étapes itératives :

La **revue bibliographique** a mis en exergue les études déjà réalisées autour du thème choisi. Aussi, du temps a été consacré à l'analyse de ces articles, publications et livres tout au long de la période de recherche. A part les études, les diverses statistiques et données qualitatives concernant les jeunes et leur emploi ont été également consultées. A part le corpus basé sur le travail d'Amartya Sen et de Martha Naussbaum cité précédemment, une documentation a été ainsi faite concernant les expériences empiriques - en particulier celles du Programme FORMAPROD comme les divers rapports et des documents de travail.

Une enquête a été menée auprès de la population d'étude afin de compléter les données théoriques. Elle a permis de répondre à des questions directes ou indirectes, nécessaires aux analyses statistiques. Des données quantitatives et qualitatives ont été collectées à l'issue de cette enquête. Un formulaire ou un questionnaire décrivant leurs parcours et leur issues après la formation a été rempli avec les jeunes, qui ont constitué la population étudiée.

L'observation - technique qualitative – a permis de recueillir et d'analyser des données verbales et non verbales. Telle méthode s'intéresse au comportement manifeste plutôt qu'aux déclarations de comportement. Des observations ont été de ce fait réalisées par rapport aux pratiques des jeunes dans son processus d'insertion professionnelle.

L'entretien consiste à dialoguer avec un interlocuteur pour obtenir des informations générales et qualitatives. La technique intermédiaire (entre entretien libre et fermé) a été privilégiée : l'entretien semi-directif, caractérisé par un nombre restreint de questions ouvertes. Les entretiens individuels ont concerné particulièrement les autorités locales et ministérielles, les responsables et les formateurs des centres, les membres de la famille des jeunes dont les avis comptent incontestablement.

Enfin, **les focus group** consistent à réunir des sujets homogènes ou hétérogènes selon leur localité. Cette approche a permis d'enrichir les réponses grâce à des échanges interactifs entre échantillons de mêmes caractéristiques (ex. entre jeunes), ou intergroupes d'échantillons (ex. jeunes avec leurs formateurs).

II.2.2. L'approche par les capacités servant de fil conducteur pour les analyses

Se basant sur l'approche par les capacités d'Amartya Sen, ce travail s'est appuyé sur les trois ouvrages suivants: « Un nouveau modèle économique - développement, justice, liberté » en 2000, « Repenser l'inégalité » en 2000 et « L'idée de justice » en 2010.

La théorie soutenue par Amartya Sen a mis en relation la capacité et le choix social. En effet, dans son ouvrage *Un nouveau modèle économique - Développement, Justice, Liberté*, il définit cette liberté à la fois comme une fin ultime mais aussi un principal moyen pour atteindre le développement (Sen, 2000).

Il en déduisait dans son ouvrage *L'idée de justice* en 2010 que la pauvreté est définie par les capacités plutôt que par le revenu. Il a avancé que le manque de capacité se traduit par des privations, qui ont une importance intrinsèque à la différence des bas revenus, plutôt instrumental. Et, la relation entre pénurie des revenus et pénurie des capacités varie d'un pays à l'autre, d'une famille à l'autre, d'un individu à l'autre (Sen, 2010).

De cette théorie a découlé la définition des capacités par Naussbaum comme « des possibilités créées par une combinaison de capacités personnelles et d'un environnement politique, social et économique » (Naussbaum, 1997). L'approche des capacités se concentre ainsi à analyser les capacités d'une personne à réaliser un acte ou une action.

En effet, elle a avancé que l'État devrait garantir et développer dix (10) capacités : la vie, la santé, l'intégrité du corps, les sens de l'imagination et de la pensée, les émotions liées à la compréhension d'un problème, l'affiliation, la relation aux autres espèces - y compris les animaux et les plantes, le jeu et le contrôle sur son environnement.

II.2.3. Des méthodologies spécifiques pour chaque volet

- *Analyse de la situation de la jeunesse malagasy en général*

D'abord la situation de la jeunesse malagasy en général, et des jeunes ruraux formés en tutorat en particulier a été examinée. Une revue bibliographique a été réalisée : en exploitant les données de la RGPH3⁹⁹ en 2018, de l'ETVA¹⁰⁰ en 2015 et l'ENEMPSI¹⁰¹ en 2012, confrontés avec les analyses d'Amartya Sen. Par ailleurs, une analyse plus approfondie a été réalisée avec les données collectées sur le terrain.

- *Analyse du volet formation*

Ensuite, le volet formation a été examiné à travers l'analyse des données globales du Pays, et de l'importance spécifique de la capacitation au niveau macro. *L'investigation* suivant la méthodologie de Pierre Debouvry a servi de base pour analyser ce volet formation agricole. Cette méthodologie utilisée lors de l'établissement de l'état de lieux de la formation agricole et rurale dans une dizaine de pays africains – dont Madagascar – en vue de dessiner leur schéma de la rénovation de la formation agricole et rurale (Debouvry, 2007).

- *Analyse des capacités*

L'analyse des capacités acquises par les jeunes a été faite pour déterminer les effets directs de la capacitation sur leur situation professionnelle. Pour ce faire, les résultats de l'enquête auprès des jeunes ont été exploités. La perception des jeunes par rapport aux six parmi les dix capacités de Naussbaum a été utilisée. A chaque capacité a été par la suite analysé l'effet réel, une traduction de l'application effective de la liberté supposé acquis par les jeunes.

- *Analyse du profil des jeunes insérés/installés*

Et enfin, a été ressorti le profil des jeunes qui ont pu s'installer après leur capacitation.

Les variables expliquées étant la situation professionnelle des jeunes après la capacitation et les variables explicatives sont : la situation initiale du jeune - âge, situation matrimoniale et niveau d'instruction - ainsi que la capacitation dont ils ont bénéficié - formation, dotation de matériels et accompagnement. A l'aide de la classification ascendante hiérarchique (CAH) suivie de l'analyse factorielle discriminante (AFD), les jeunes en tant qu'individus observés sont classés en plusieurs catégories permettant de résumer et de visualiser certaines variables d'analyse clés pour ressortir les profils des jeunes insérés.

II. Résultats et discussions

II.1. Les jeunes ruraux : une potentialité faisant face à plusieurs défis

Selon la Politique Nationale de la Jeunesse, loi n°2015-38, la définition adoptée pour « un jeune » est la suivante : toute personne se trouvant dans la tranche d'âge de 14 à 30 ans; sans distinction de sexe, de classe sociale, de religion, d'affiliation politique ni de handicap physique ou mental (PRM, 2015). Ce critère d'âge converge avec celui défini par OIT¹⁰² - de 15 à 29 ans (BIT & INSTAT, 2015).

Du fait des analyses des données existantes confortées par des observations sur le terrain et des entretiens avec les jeunes et des autorités au niveau local, la jeunesse rurale malgache peut être caractérisée comme suit :

99 Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat en 2018.

100 Enquête sur la Transition vers la Vie Active en 2015.

101 Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel de 2012.

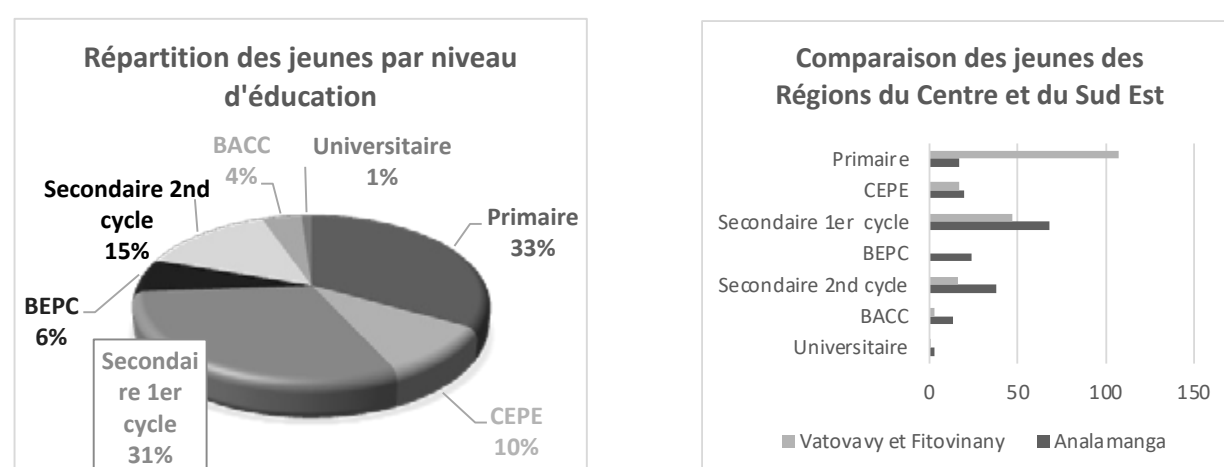
102 Organisation Internationale du Travail.

II.1.1. Un capital humain potentiel pourtant en manque d'éducation

La jeunesse malagasy constitue un capital humain conséquent pour le pays. L'Enquête sur la transition des jeunes vers la vie active ou ETVA a été conçue et réalisée par l'OIT en vue d'aider ses États membres à « construire une base de connaissances sur l'emploi des jeunes dans la conception et la mise en œuvre de réponses intégrées aux politiques de l'emploi » (BIT & INSTAT, 2015, p.2). Selon cette enquête, plus de 6 jeunes sur 10 proviennent de ménages soit pauvres (21,4%) soit très pauvres (44,4%). Le niveau d'instruction des jeunes est très faible : 73,3% des jeunes ruraux n'ont pas accédé au niveau secondaire, et moins de 1% ont suivi une formation technique (0,7%) ou professionnelle (0,2%). Les jeunes femmes sont plus touchées par le phénomène de déscolarisation, à tous les niveaux.

Ce faible niveau d'éducation a été retrouvé au niveau de l'échantillon enquêté. Parmi eux, avant la formation en tutorat, aucun n'a reçu de formation professionnelle. La figure qui suit montre la répartition des jeunes par niveau d'éducation, ainsi qu'une comparaison entre les Régions du centre (Analamanga) et du sud-est (Vatovavy et Fitovinany).

Figure 1 : Niveau d'éducation des jeunes enquêtés (Auteur, 2022)



De toutes ces informations a été démontré le manque de capacités induit par l'insuffisance de l'éducation et de la formation au profit des jeunes. Comme Amartya Sen a eu tendance à définir *la pauvreté par les capacités* que par les revenus, la privation de capacités ainsi que d'autres facteurs l'influençant sont parmi les principales causes de la pauvreté¹⁰³ (Sen, 1999). Cependant, la relation entre revenus et capacités est affectée par plusieurs paramètres dont l'âge, le sexe, la position sociale, la situation géographique, etc. et nous traitons en particulier le cas des jeunes vivant dans le monde rural.

II.1.2. Une majorité dans le secteur primaire et des emplois irréguliers

Au sujet de la structure de l'emploi, les résultats de l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel de 2012 (ENEMPSI-2012) ont conclu un taux d'activité plus élevé en milieu rural et chez les jeunes de 15 à 29 ans. Toutefois, les activités se concentrent dans le secteur informel : 9 emplois créés sur 10 s'y trouvent, dont plus de 75% concernent les entreprises informelles agricoles.

68,8% des emplois des jeunes salariés s'établissent sur des contrats verbaux et la durée du contrat est de moins d'un an pour 84,1% des embauchés. En milieu rural, c'est plus marqué par la profusion des travailleurs familiaux ou la création d'entreprises individuelles non formelles (83,3%) (BIT & INSTAT, 2015).

Force est aussi de constater que le taux de chômage des jeunes appartenant à la population active est

¹⁰³ In A. Sen, 1999, Un nouveau modèle économique, p. 123-129.

faible, de l'ordre de 3,1%. Pour précision, est désigné « chômeur » une personne sans emploi, disponible pour travailler et recherchant effectivement du travail¹⁰⁴. De ce fait, même si le taux de chômage est jugé assez faible, la non-régularité des emplois et le sous-emploi des jeunes démontrent qu'il s'agit d'un chômage déguisé, plus de la moitié sont au chômage plus de six mois sur douze.

Sur le terrain, l'insuffisance d'offres d'emploi fixe pour les jeunes les conduit à saisir des opportunités existantes, qui sont souvent temporaires en milieu rural. C'est le cas des jeunes qui sont devenu des salariés agricoles durant les campagnes culturales, et des mains d'œuvres journalières durant les périodes de récolte des produits de rente surtout dans la partie Sud Est de l'Ile.

En revanche, les jeunes s'investissent dans des emplois indépendants généralement informels, quelquefois par choix mais d'autres fois par défaut. Lors des échanges en focus group, ils ont expliqué la raison pour laquelle les jeunes entrepreneurs restent dans l'informalité, comme l'absence de politique claire justifiant l'utilisation des droits et taxes, la différence non sentie entre les microentreprises formelles et informelles pouvant leur inciter à se formaliser, etc.

II.1.3. Une lutte acharnée vers l'intégration dans la vie professionnelle

Les jeunes qui luttent pour entrer dans la vie professionnelle peuvent être classés en deux : ceux qui recherchent du travail et ceux qui créent leur propre emploi. Au niveau national, la plupart des jeunes cherchent des emplois élémentaires, les métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat ainsi que les métiers de commerçants et de vendeurs.

40,6% des jeunes malagasy ont achevés leur transition¹⁰⁵. Parmi eux, 15% seulement ont des emplois stables, et la majorité des jeunes soit 82,6% ont transité vers un emploi indépendant. La probabilité d'avoir un emploi stable est plus faible chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes, respectivement de 10,4% et 20,1%. La majorité de ces emplois indépendants satisfaisants soit 78,3% sont dans l'agriculture (BIT & INSTAT, 2015).

Enfin, selon l'ETVA 2015, l'inadéquation emploi/formation où l'offre ne répond pas à la demande sur le marché du travail à Madagascar explique aussi le fait que les jeunes ayant un niveau d'études supérieur ont moins de chance de trouver un emploi. Toutefois, plus le jeune a un niveau d'éducation élevé, plus il a la chance d'avoir un emploi stable : 69,1% des jeunes ayant un diplôme universitaire contre 10,8% pour les jeunes de niveau primaire.

L'expérience menée par Amartya Sen sur le chômage et la privation des capacités a montré que les nuisances du chômage s'étendent au-delà de la perte de revenus et affectent l'équilibre psychologique, les compétences, la motivation professionnelle, et l'estime de soi (Sen, 2000, p. 130-133). Le chômage n'est donc qu'une suite logique à la privation de capacité que vivent les jeunes.

II.2. La capacitation en tant qu'arme pour lutter pour l'insertion professionnelle des jeunes

Cette recherche a souligné que les jeunes ruraux à Madagascar ont des connaissances limitées sur l'Agriculture et manquent souvent de compétences nécessaires pour réussir dans ce domaine. A part ce manque de compétence, les principaux défis rencontrés par les jeunes ruraux incluent le manque d'accès à des outils et des équipements modernes, de financement et l'accès limité aux ressources foncières.

Les paragraphes suivants résument les résultats d'enquête auprès des 374 jeunes et mettent en exergue les effets de la capacitation apportée aux jeunes :

¹⁰⁴ Définition du chômeur par le BIT – au sens large et définition assouplie – (BIT & INSTAT, 2015).

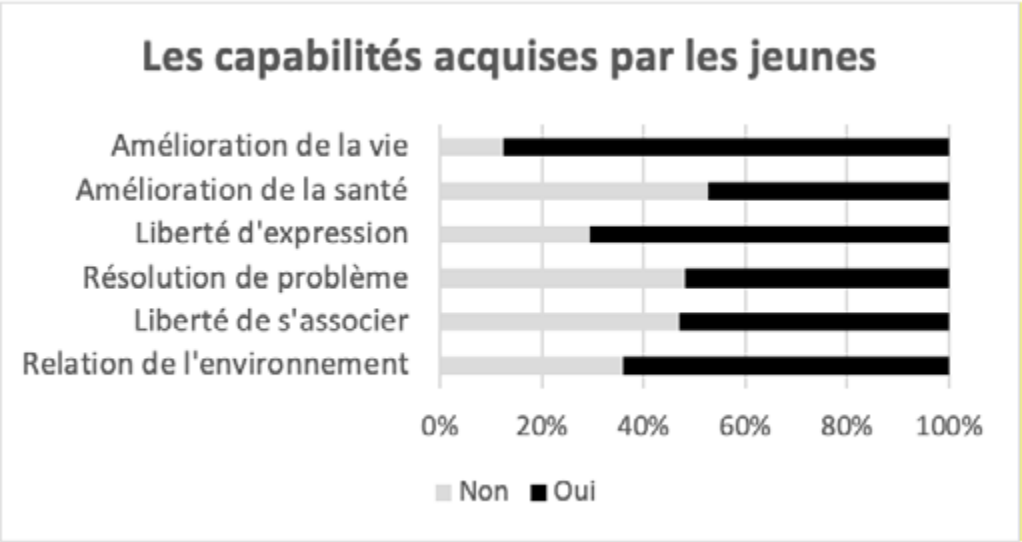
¹⁰⁵ L'achèvement de la transition est marqué par l'obtention d'un emploi utilisant tout son potentiel en tant qu'acteur productif, renforçant sa confiance en elle-même, ajoutant de valeur au cheminement de la carrière désirée, lui ouvrant la possibilité d'intégration sociale et lui garantissant un revenu équitable et suffisant pour elle et sa famille.

II.2.1. Les capacités acquises par les jeunes

Comme cité dans la partie méthodologique, six parmi les dix capacités de Naussbaum seront mis en exergue pour déterminer les résultats de la capacitation auprès des jeunes. La figure suivante résume les capacités acquises par les jeunes :

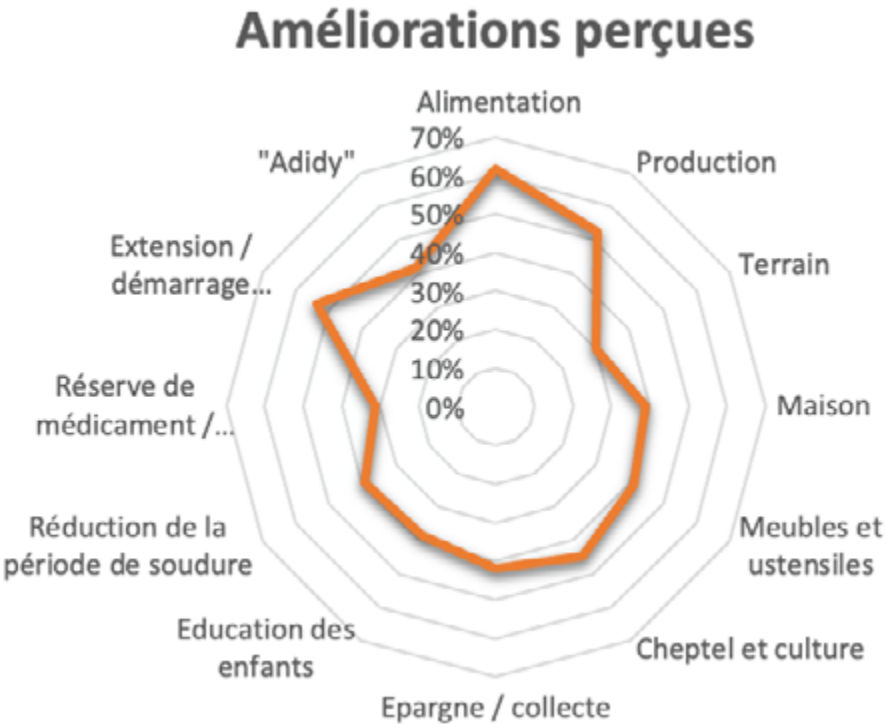
Les jeunes ayant bénéficié d'une capacitation ont déclaré améliorée leur condition de vie. Plus de 80% des jeunes ayant reçu de capacitation ont déclaré leur vie améliorée. En allant dans les détails des réponses recueillies, cette capacité renvoie à des conditions de vie : l'alimentation, le bien-être et la liberté. Une liberté qui a permis aux jeunes parents de mettre leurs enfants à l'école ou d'améliorer les ustensiles de cuisine et les matériels de production.

Figure 2: Les capacités acquises par les jeunes (Auteur, 2022)



La figure suivante donne des détails sur les améliorations perçues par les jeunes :

Figure 3 : Effets intrinsèques de la capacitation des jeunes (Auteur, 2022)



Transposés en changement interne, leur perception a été confrontée avec les dires de leur famille, des accompagnateurs ainsi que des autorités locales.

L'importance que revêt la réalisation des « *adidy*¹⁰⁶ » aux yeux des parents et des autorités traditionnelles a été confirmée par ces personnes. Cependant, les jeunes ont eu plutôt tendance à améliorer la tenue de leur exploitation en achetant du cheptel ou de matériels, voire en démarrant de nouvelles activités. En outre, discuté lors des focus group, l'éducation de leurs enfants et l'amélioration de leur bien-être au quotidien leur sont également d'une importance capitale. Cependant, par ordre de priorité, les jeunes ont préféré investir sur leur exploitation avant leur foyer.

II.2.2. Catégorisation des jeunes suivant leur situation professionnelle

La méthode de Classification Ascendante Hiérarchique ou CAH, qui a considéré les variables en amont et en aval de la capacitation a fait ressortir le graphe de la figure 4 (p. 174).

Les classes identifiées sont caractérisées par cinq principaux paramètres, les plus significatifs lors du traitement des données :

- Anciens biens : valeur monétaire (après valorisation) des biens appartenant aux jeunes avant la prise en main par le projet ;
- Kit : valeur monétaire des matériels, équipements, intrants etc. dotés aux jeunes formés ;
- Bien acquis : valeur monétaire des biens acquis après démarrage / extension de l'activité ;
- Avant formation : bénéfice produit par les activités productives du jeune avant la formation ;
- Après formation : bénéfice lié à la mise en œuvre du projet des jeunes formés.

Tous les montants ont été exprimés en Ariary ou MGA.

La figure 5 montre le profil des classes suivant ces cinq paramètres.

Ces classes ont été par la suite confirmées par l'Analyse Factorielle Déterminante ou AFD. La figure 6 (p. 176) met en évidence trois cercles de confiance - ressortis automatiquement par le logiciel de traitement des données STATA.

Figure 4 : Résultat de la classification ascendante hiérarchique pour la catégorisation des jeunes. (Auteur, 2022)

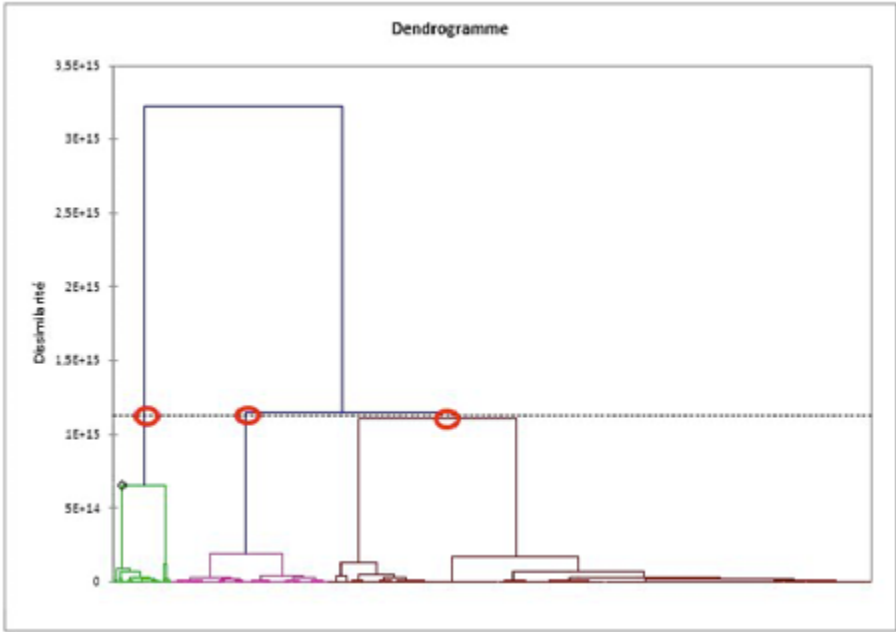


Figure 5 : Résultat de l'analyse factorielle déterminante pour classer les individus (Auteur, 2022)

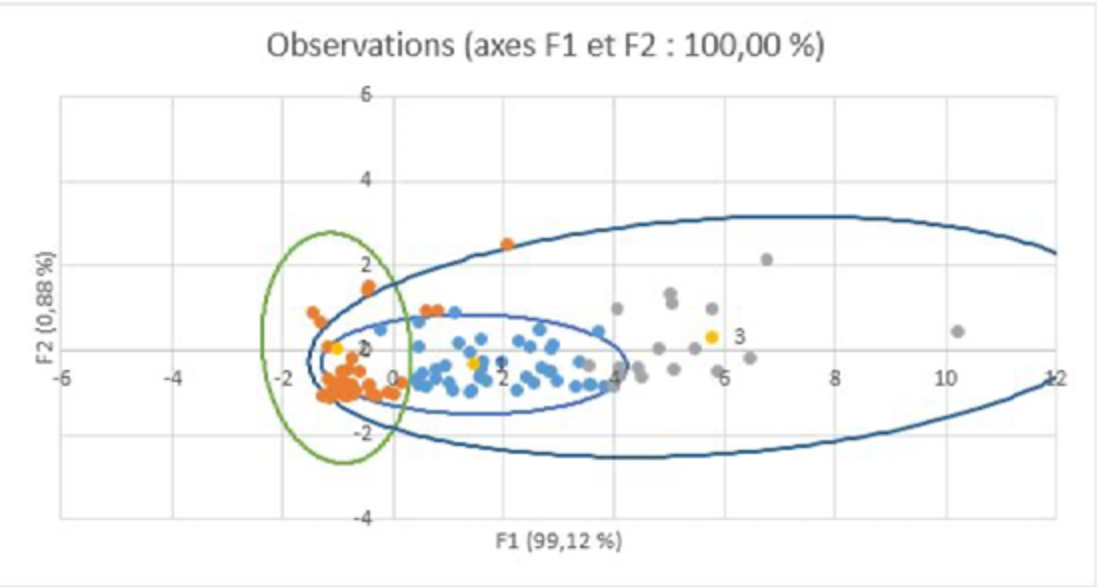
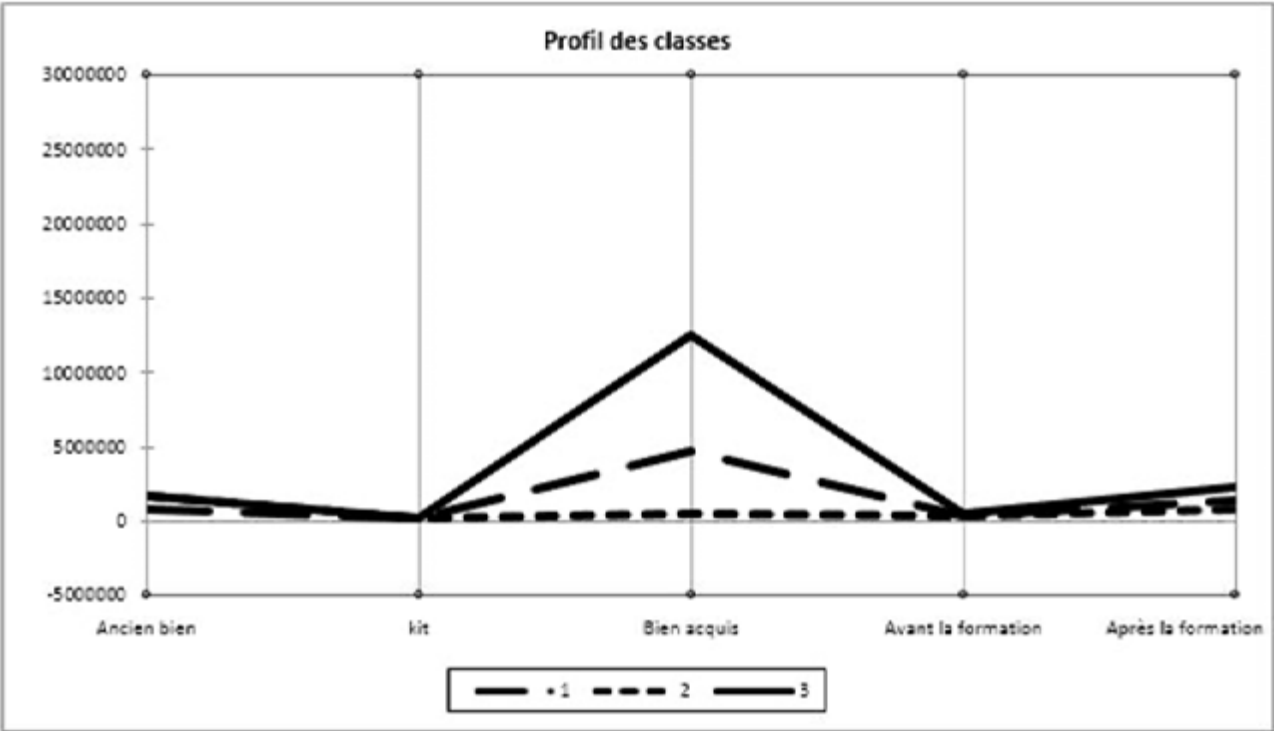


Figure 6 : Profil des classes des jeunes (Auteur, 2022)



Les résultats du traitement des données utilisant la méthode de Classification Ascendante Hiérarchique ou CAH, confirmés par l'Analyse Factorielle Déterminante ou AFD ont mis en exergue l'existence de trois classes :

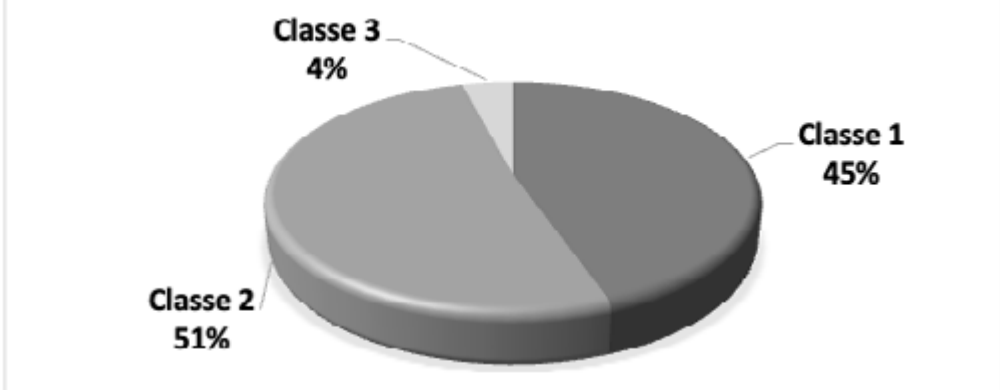
- **La Classe 1** est caractérisée par une infime création de richesse, déterminée par une valeur tendant vers 0 en termes d'acquisition de biens. Les jeunes dans cette classe sont déjà caractérisés par une faiblesse en termes de biens avant la formation, l'insuffisance d'appui matériels et généralement des jeunes sans emploi avant la capacitation ;
- **La Classe 2** correspond au groupe de jeunes qui ont pu acquérir des biens, mais dont la valeur estimée ne dépasse pas les 5.000.000 MGA, avec ou sans appui matériel post-formation ;

- **La Classe 3** regroupe les jeunes qui malgré un appui matériel non conséquent (inférieur à 1.000.000 MGA), ont pu produire des richesses justifiées par l'acquisition de biens comme terrain, maison, biens mobiliers, cheptels, outils de production, moyen de déplacement, etc., équivalent à 12.000.000MGA en moyenne.

Selon Sen, les êtres humains sont différents tant du milieu socio-économique et culturel qu'au niveau de la capacité intellectuelle et physique (Sen, 2012). Bien que les jeunes aient été catégorisées suivant une typologie, la variable égalité est toujours remise en question.

La répartition des jeunes par classe est résumée par la figure 7 (p. 178). De cette figure il est démontré que seuls 4% des jeunes ont pu atteindre un niveau élevé en termes de création de biens, leur permettant d'autofinancer leur investissement. Cependant, plus de la moitié ont connu une évolution par rapport à leur situation initiale, grâce à la capacitation. Ce fait justifie le démarrage de leur insertion professionnelle. Enfin, 45% des jeunes rencontrent toujours des difficultés d'intégration. Ce taux est en revanche mieux comparé aux résultats de l'analyse des effets menée par un cabinet indépendant mandaté par le Programme FORMAPROD en 2017, qui a avancé que 55% des jeunes rencontrent des difficultés à lancer leur activité (HERMES CONSEILS, 2021).

Figure 7 : Répartition des jeunes par classe après CAH et AFD (Auteur, 2022)



Il apparait alors que la capacitation, malgré son importance et bien qu'il ait aidé les jeunes dans le processus, ne peut elle-même garantir l'insertion professionnelle des jeunes. La motivation interne des jeunes permettra de transformer les capacités qu'ils ont acquises, et surtout la facilitation de l'environnement pour que cette transformation puisse être effective.

III. Axe de solutions et perspectives d'innovation

Une recherche appliquée au développement, telle a été le leitmotiv qui a conduit à la mise en œuvre de ce travail. Aussi, sont indiqués ci-après trois axes de solution et perspectives d'innovation afin de contribuer à l'amélioration de la démarche d'insertion professionnelle des jeunes, surtout les jeunes ruraux.

III.1. L'important rôle que doit jouer l'Etat

Les cinq fonctions du secteur agricole définies par Debouvry sont de nourrir les populations urbaines et rurales, d'accroître les ressources en devises de l'État par les produits d'exportation, de protéger et d'améliorer les ressources naturelles, d'assurer à ses acteurs un niveau de revenu décent en progression, et de conserver et d'accroître ses emplois et auto-emploi (Debouvry, 2007). Nonobstant, l'autosuffisance alimentaire est loin d'être atteinte et aucune politique particulière n'a été mis en place ni exécuté au profit de la jeunesse rurale. Certes, des actions ont été réalisées et d'autres sont encore en cours, mais

leur exécution est souvent ponctuelle et se fait d'une manière isolée, selon les intervenants et les sources de financements. C'est le cas de la Politique de l'emploi et de la Stratégie nationale de la formation agricole, dont la coordination est encore à débattre (PRM, 2015) (MINAGRI, 2012).

En outre, selon la déclaration de Maputo en 2003 puis confirmée à Malabo en 2014, Madagascar s'est engagé à atteindre une croissance agricole de 6% par an, et d'allouer au moins 10% de son budget national au secteur agricole (N.U & C.E.A, 2017) (COMESA, 2020). Il reste l'exécution dès les prochaines lois de finance, car jusqu'actuellement, 6,35% du budget de l'Etat soit 703,6 milliards MGA a été dédié au secteur Agricole en 2020 et chute à 4,37% soit 544,933 milliards MGA dans la LFI 2021. Mais au-delà des chiffres, la qualité des interventions au profit des ruraux plus particulièrement les jeunes est revendiquée.

Amartya Sen en réalisant un examen critique des politiques publiques a conclu que les facilités économiques et les incitations aux investissements sont importantes, mais ont abouti à des résultats moins satisfaisants. Cependant, pour que la qualité de vie de la population puisse s'améliorer, chaque pays – même à économie pauvre – devrait se donner les moyens pour promouvoir les services d'éducation et de santé (Sen, 2000, p. 71-72 ; Juhle, 2016).

Dans ce sens, l'Etat doit jouer un rôle prépondérant dans la coordination des actions de tous les intervenants en vue d'aboutir à un programme de développement des jeunes ruraux. Par ses démembrements, à ne citer que les Régions et les Communes, cette coordination des actions doit assurer la complémentarité des interventions, et éviter d'utiliser deux ou plusieurs ressources pour un seul objectif.

Les aspects sur appui direct aux jeunes sont avancés dans le troisième axe de solution.

III.2. Une stratégie de ciblage à affiner

Cet axe de solutions couvre aussi bien le ciblage des jeunes que l'identification des tuteurs.

D'abord concernant les tuteurs, l'entretien avec les structures ministérielles déconcentrées a permis de confirmer que les tuteurs ont été sélectionnés suivant des critères bien définis : expériences, qualité de l'exploitation, formation suivie, comportement dans la société et motivation. Toutefois, la qualité de la formation dans certains cas a soulevé des discussions auprès des jeunes. L'impact direct consiste en une difficulté de démarrage des activités par les jeunes concernés.

Concernant les jeunes, les critères d'âge ont fait l'objet de débat, particulièrement au niveau des organisations paysannes. Elles ont émis la remarque que selon leur expérience, leurs membres âgés de 30 à 35 ans ont eu les meilleures chances de s'installer étant donné la maturité. Par ailleurs, des questionnements ont également été posés par les sur la valeur ajoutée qu'ont apportée les jeunes au sein de la communauté. Ce point fait partie d'un autre papier faisant partie intégrante de notre recherche.

De tout ce qui précède, la qualité des résultats obtenus des actions d'insertion professionnelle des jeunes à travers la formation en tutorat peut être améliorée en ajustant le ciblage :

- Des jeunes, en considérant plutôt la charte africaine de la jeunesse (Union Africaine, 2006) – qui a établi la limite d'âge de 15 à 35 ans, permettant un continuum des actions jusqu'à leur autonomisation. Les plus jeunes sont beaucoup plus concernés par la poursuite de l'éducation obligatoire mais orientée vers les activités professionnelles. Les moins jeunes, en revanche, sont plus dans la formation qualifiante. L'objectif est pourtant le même, doter les jeunes des capacités pour qu'ils puissent mieux intégrer le monde professionnel ;
- Des tuteurs, en sélectionnant des professionnels en activités ayant des expériences sur tous les aspects de leur métier. La différence avec les formateurs est surtout l'application de sa profession et la compréhension de ceux qui vont s'y insérer. Un renforcement de capacité est de rigueur pour que ces professionnels puissent disposer de la capacité de transmettre leurs acquis aux apprentis.

Non séparable au ciblage, la mise en relation des tuteurs avec les centres de formation peut renforcer l'amélioration de la qualité de la formation en tutorat. De ce fait, l'évolution de la formation tient vers l'apprentissage dual, en alternance entre les deux lieux de formation : le centre de formation et l'exploitation du tuteur.

III.3. L'effectivité de l'appropriation des jeunes

L'appropriation des jeunes de leur processus d'insertion, en d'autres termes de leur capacitation, commence par l'acte de faire entendre leur voix. La représentation des jeunes dans les diverses instances – conseil national de la jeunesse, conseil consultatif des divers projets d'insertion professionnelle des jeunes, etc. ne doit pas seulement être une procédure à suivre ou une communication pour la visibilité de l'action.

Ensuite, en se référant aux résultats de la catégorisation des jeunes installés, il va sans dire que la capacitation ne s'arrête pas au niveau de la formation. Un accès à des ressources matérielles et financières est un facteur déterminant de l'insertion professionnelle des jeunes. Pareillement, un suivi et un accompagnement de proximité sont indispensables, d'où l'avantage comparatif des tuteurs. En parallèle, la contribution des jeunes dans la prise en charge même à titre symbolique renforce leur appropriation, pour devenir plutôt des acteurs que de simples bénéficiaires.

Enfin, durant la dernière phase de l'insertion professionnelle, particulièrement pour ceux qui s'orientent vers l'auto-emploi, le démarrage des activités entrepreneuriales nécessite des mesures spécifiques. Des mesures d'incitation aux investissements pour les micro et petites entreprises sont également souhaitées pour les néo-entrepreneurs : facilitation de l'accès au crédit, régime fiscal particulier au moins pour les premières années de démarrage, etc. De même, l'appropriation de cette stratégie de soutien par les jeunes eux-mêmes les conditionne à suivre le processus de formalisation de leur entreprise et surtout au recrutement d'autres jeunes pour un effet tache d'huile du développement.

Conclusion

En guise de conclusion, l'importance de la capacitation a été démontrée tout au long de ce travail. Son objectif ultime est de permettre aux jeunes de s'insérer dans le monde professionnel, et de leur octroyer un travail décent afin qu'ils puissent d'abord vivre convenablement, et par extension contribuer au développement de leur territoire. Cependant, elle seule ne pourra garantir l'atteinte de cet objectif, d'autres facteurs accélèrent ou empêchent la mise en application des capacités acquises par les jeunes. C'est pourquoi la mise en œuvre d'actions au plus haut niveau est recommandée : la coordination des actions par le Gouvernement central et ses démembrements ainsi que la mise en œuvre d'actions posées et concrètes en faveur des jeunes. L'amélioration du ciblage et l'accroissement de l'appropriation du processus par les jeunes eux-mêmes sont également des axes à exploiter.

Nonobstant, l'insertion professionnelle ne concerne non seulement le volet économique – création de revenu et autonomisation des jeunes – mais également social, leur assurant une place dans la société. Ce travail ouvre sur des perspectives d'analyse des facteurs de réussite de l'insertion professionnelle, avec un accent particulier sur l'importance du volet social et humain, ainsi que l'apport de la capacitation des jeunes sur leur communauté.

Références bibliographiques

- BEST & CIEPAC. (2007). Rapport d'études sur la Formation Agricole à Madagascar : Etat des lieux et Plan d'action. Antananarivo : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.
- BIT & INSTAT. (2015). Enquête sur la transition des jeunes vers la vie active. Madagascar.
- CTOP, P. d. (2020). Stratégie Nationale de Développement de l'Entrepreneuriat Rural à Madagascar. Antananarivo : MICA/MAEP.
- Debouvry, P. (2007). Etude sur la formation agricole - Etat des lieux - Méthodologie d'investigation. Madagascar : MAG/IDF/01/Phase 1.
- FORMAPROD. (2019). Document de présentation du Programme FORMAPROD. Antananarivo, Madagascar.
- HERMES CONSEILS. (2021). Réalisation de l'enquête pour l'évaluation des effets obtenus auprès des jeunes bénéficiaires des appuis du programme FORMAPROD. Antananarivo. 57p.
- INSTAT. (2021). Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH3). Antananarivo.
- Juhle, S. (2016, avril - juin). L'approche par les capacités au travail: Usages et limites d'une économie politique en terre sociologique. *Revue française de sociologie*, Vol. 57, No. 2 , 321-352.
- Naussbaum, M. C. (1997). Capabilities and human rights. *Fordham L. Rev.* Fordham L. Rev. 66, 273.
- PNEFP. (2015). Document de politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et loi n°2015-040.
- Rasolofonirina, F., & Ratohiarijaona, S. (2009). La Formation agricole et rurale à Madagascar. Crises alimentaires : la formation agricole en question (p. 5). Rome : Réseau FAR international.
- Sen, A. (2000). Un nouveau modèle économique : Développement, Justice et Liberté. Odile Jacob. Traduction française de *Development as freedom* en 1999.
- Sen, A. (2012). L'idée de justice. Flammarion. 556p. Traduction française de *The Idea of justice* en 2009.
- Sen, A. (2000). Repenser l'inégalité. (Points, Éd.) Paris, France. 318p. Traduction française de *Inequality Reexamined* en 1992.
- Ministère de l'Agriculture. (2012). Stratégie Nationale de la Formation Nationale et Agricole.

Webographie:

- Banque mondiale. (2021). <https://donnees.banquemondiale.org/pays/madagascar> - consulté le 17/09/22
- COMESA (2020). <https://www.comesa.int/content/uploads/Malabo-Declaration-on-Agriculture-French.pdf>. Consulté le 06/09/22
- Gerville-Reache, L., Couallier, V., & Paris, N. (2011). Échantillon représentatif (d'une population finie) : définition statistique et propriétés. HAL – <http://www.archives-ouvertes.fr> hal-00655566. Consulté le 24/08/22
- Nations Unies. Commission Economique pour l'Afrique (2017-11). Le Protocole de Maputo et les améliorations dans le secteur rural : atteindre la cible du Protocole de Maputo relative aux dépenses agricoles. Note d'orientation de la CEA. No. ECA/18/006, 5 p. Addis Abeba. © NU.CEA. <https://hdl.handle.net/10855/24150>. Consulté le 03/05/22
- Présidence de la République de Madagascar PRM (2015). Decret portant sur la Politique Nationale de la Jeunesse. <https://www.mjs.gov.mg/Politique-Nationale-de-la-Jeunesse.pdf>
- PRM. (2019, mai). Le Programme FIHARIANA. <https://fihariana.com/>. Consulté le 16/08/22
- Union Africaine (2006). Charte Africaine de la jeunesse. Récupérée sur https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_isn=78272&p_lang=fr. Consulté le 23/08/22
- UNDP. (2015, Septembre). Objectifs de développement durable. Récupéré sur <http://www.un.org/sustainable-development/fr/>. Consulté le 23/02/22.